

# Un défaut de fabrication plus que relatif

**Le gouvernement s'est ajusté budgétairement, mais les hommes forts du Nord restent en**

**dehors...** PAR MICHEL HENRION

**L**a politique belge, c'est pas sorcier. Il suffit toujours, pour le gouvernement du moment, de trouver la juste incantation qui transforme la réalité. Mais comme – Europe et mondialisation aidant – les casse-tête se multiplient, la rue de la Loi peine de plus en plus à faire croire en ses éternels tours de magie. Budgétaires et autres.

Et puisque le vieux truc des «recettes du bon sens», cet efficace terminus de la pensée, laisse même l'opinion publique être critique, l'institutionnel belge tombe cette fois à pic pour tout rendre illisible.

Pas de drame sanglant : on prévoit une croissance plus optimiste et on ristourne surtout 750 millions d'euros de moins aux entités fédérées.

Supercalifragilisticexpialidocious et l'essentiel du tour de passe-passe est joué. Aux Régions, et aux communes, de se serrer soudain la ceinture bien plus que prévu. Surprise-surprise, débrouillez-vous, c'est la loi de financement, même si les chiffres partent soudain en toupie. C'est d'autant plus simple qu'aucun parti du gouvernement fédéral n'est présent dans les exécutifs de la Région wallonne et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Fastoche : il suffit juste de cliquer et d'envoyer un petit mail. Signalant aux Bruxellois qu'ils ont 105 millions d'euros en moins et aux Wallons qu'ils ne recevront pas les 317 millions d'euros escomptés.

## LE MALAISE

Après six mois de gouvernement suédois, malgré cet ajustement budgétaire peu fédéraliste mais finaud, une évidence s'impose pourtant : il y a comme un malaise. A tel point que d'aucuns, dans certains salons feutrés de la rue de la Loi, en arrivent à évoquer jusqu'à l'hypothèse, très hypothétique, d'un remaniement ministériel. Rejoints en cela par certains cénacles patronaux de Flandre, qui, s'ils voudraient encore davantage de leadership de la part du Premier ministre MR, veillent surtout à ce que le menu de centre-droit de cette coalition puisse continuer à être servi.

C'est que le discours d'excuse et d'opportunité («*Ils viennent d'arriver*», «*Laissez-nous le temps*», «*C'est la faute à nos prédécesseurs*») ne peut plus guère tenir longtemps la route pour expliquer certains couacs. Après six mois, c'est même déjà le moment de faire une première évaluation de la #suédoise... Et celle-ci pose problème à plusieurs partis de la coalition.

La N-VA s'est certes hissée au Fédéral mais n'engrange jusqu'ici, si on réflé-

chit, que quasi pouic par rapport aux folles promesses de «*changement*» de mai 2014. Un saut d'index n'est pas le «*verandering*».

## LES VALEURS LIBERALES

Le MR, lui, est encore tout à la joie d'être au 16 rue de la Loi, surtout dans son aile la plus à droite («*La section N-VA de Jurbise est ravie*», ironise un cadre reyndersien du MR), mais qu'a-t-il déjà vraiment obtenu comme réforme libérale forte ?

Le #taxshift, la réforme fiscale, c'est renvoyé à l'automne. Certes,

le cap de l'ajustement budgétaire est franchi et les tenants de la #suédoise ont soudain retrouvé le moral. D'autant plus que des Houdini de la com' ont transformé l'opération en quasi bonne nouvelle.

Mais reste ce souci de fond : jusqu'où les valeurs libérales peuvent-elles accepter ce qui se passe en dehors du 16 rue de la Loi ? C'est-à-dire les comportements et offensives des ténors de la N-VA. Car si libéraux et nationalistes peuvent s'accorder largement sur le socioéconomique, c'est pour le moins différent sur d'autres thèmes, comme celui du racisme.

## UNE SARABANDE D'INCIDENTS EXTÉRIEURS

D'où ce constat : il apparaît de plus en plus que la #suédoise a souffert, dès le départ, de plusieurs défauts d'architecture, voire de fabrication. Jugés par d'aucuns comme relatifs. Mais qui font qu'à l'usage, on voit se multiplier comme une sarabande de soucis et d'incidents politiques. Le dernier en date, en attendant l'inévitable prochain couac à venir, étant évidemment la controverse enflammée du «*racisme relatif*», cette théorie N-VA qui veut que si l'allochtone a du mal à trouver un job ou un logement, c'est qu'il l'a somme toute bien cherché. La Flandre est censée être un paradis de l'égalité des chances, sans problème pour celui qui s'est intégré comme il convient à Bart (De Wever) et Liesbeth (Homans).

Une sortie provo d'«*allumeur de vrais Berbères*»(\*) qui a en tout cas permis à Bart De Wever de s'adjuger, d'accaparer tout l'espace médiapolitique pendant une formidable séquence-temps. Celui de préparer en douce l'ajustement budgétaire, avec ici la caution du boss mais aussi de Wouter Beke (CD&V) et Gwendolyn Rutten (OpenVLD) pour ce qui est du financement réduit des nouvelles compétences de la Flandre (moins 396 millions d'euros).

## UN MESSAGE ADRESSÉ D'ABORD AUX FLAMANDS

Phénomène marquant : ce qui secoue la coalition n'a, le plus souvent, pas grand-chose à voir avec l'accord gouvernemental. Ce sont les propos ambigus de Jan Jambon sur la collaboration ; l'anniversaire du charmant Bob Maes ; ou le président de la Chambre s'en allant chanter, comme si de rien n'était, avec des ministres N-VA, à la Fête du Chant flamand (pour le N-VA Hendrik Vuye, l'expression « *België barst* » exprime « *juste un projet politique qui vise une plus grande autonomie ou l'indépendance* »).

Et puis, il y a surtout les déclarations du « *Slimste Mens* » De Wever.

Qui mélange sans cesse idéologie (retenez que De Wever, avec son « *intégration inclusive* », dit ici vraiment ce qu'il croit, ce qu'il pense) et stratégie. En s'emparant de ce thème, le président de la N-VA protège son acquis électoral, se méfiant du Belang et de cet incertain mouvement anti-islam qu'est Pegida, très actif à Anvers.

Certes, dans cette affaire, les francophones n'ont pas perçu toute la séquence qui fut, d'abord, un feuillet flamand.

Au départ, présentant un livre en compagnie du bourgmestre PVDA (travailleuse) de Rotterdam, De Wever – fait exceptionnel – tançait uniquement les Flamands. Pour une fois, il ne renvoyait pas la responsabilité de l'intégration vers le niveau fédéral, les Wallons, les francophones, ni même ce PS « *qu'il ne veut plus jamais voir au gouvernement* ».

Ce jour-là, il gaffe un peu (son gouvernement flamand est mis en cause) et se doit de récupérer le binz en se rendant à la VRT et en y poussant le bouchon, cette fois fédéral, jusqu'à soulever de (discrets) remous dans ses propres rangs, qui ne sont pas tous forcément « de droite ».

On sent bien que tout le monde, à la N-VA, n'est pas forcément d'accord. Jan Peumans, le président du Parlement flamand, qui est plutôt vu comme quelqu'un de gauche au sein

de la N-VA, a exprimé son désaccord. Les personnalités « allochtones » de la N-VA se sentent un brin forcées à défendre De Wever. Certaines comme Zuhair Demir avec conviction, d'autres (Nadia Sminate) d'une manière moins convaincante.

Certes, on avait illico épinglé le fait exceptionnel que ce ne soit pas le premier parti de la coalition qui livre le Premier ministre. Mais on y avait sous-estimé à quel point le poids politique énorme du bourgmestre de la multiculturelle Anvers allait mettre régulièrement le gouvernement Michel dans l'embarras.

## LE GROS DOS

C'est clair que le jeudi n'est pas devenu le jour favori de la semaine du Premier ministre. Répondre aux interpellations devient de plus en plus compliqué dès lors qu'il s'agit des foudrades de la N-VA. Et que l'Open-VLD lui-même incite le secrétaire d'Etat N-VA Théo Francken à la

boucler.

Charles Michel n'a d'autre solution que de faire sans cesse le gros dos.

C'est la quadrature du cercle. Faute de communautaire pur, De Wever entend se profiler vigoureusement sur les terrains de la sécurité, de l'islamisme et de la migration, ce thème favori du Belang.

Le hic, c'est que côté MR, ni Olivier Chastel ni Charles Michel ne se trouvent dans une position de force pour ramener De Wever à plus de raison.

Le « *storytelling* » MR, genre « *nous sommes très à l'aise dans ce gouvernement* », n'est plus toujours si évident. Au MR, on les qualifie de « marginales », mais des voix s'élèvent tout de même en interne. Notamment celle, remarquée, de l'avocat Renaud Duquesne, fils de l'ancien président libéral Antoine Duquesne : « *Les ministres de la N-VA sont donc devenus comparables au dieu Janus, le dieu aux deux visages. C'est le règne de la duplicité* », a-t-il lancé, se demandant « *si Charles Michel était atteint du syndrome de Stockholm ?* » Et même s'ils se maintiennent plutôt bien dans les sondages, des libéraux s'inquiètent d'autres retombées : celles d'une politique souvent conduite dans l'intérêt du Nord (l'arrêt du Thalys wallon), des conséquences du saut d'index sur les PME et du taux variable que le ministre Daniel Bacquelaine impose pour ce qui est des pensions complémentaires et autres contrats d'assurance groupe.

## LE VOCABULAIRE VIRE VIKING

On l'avait prédit dans ces colonnes de *M... Belgique* dès la composition exceptionnelle de cette coalition : le combat politique allait virer violent, style *Games of Thrones*. C'est pire que ça : c'est le style Ragnar Lodbrok qui a envahi la rue de la Loi, ou le vocabulaire vire carrément combat oratoire pour Vikings.

Médiapolitiquement, il faut toujours faire attention au vocabulaire. Et celui-ci a lourdement tendance, depuis quelques mois à dérapé.

Le ministre-président bruxellois PS Rudi Vervoort s'était au moins excusé lorsqu'il avait effectivement dérapé en comparant la déchéance de nationalité prévue par l'actuel gouvernement au régime nazi.

A la N-VA, ce n'est pas vraiment le genre de la maison de regretter. Le président de la Chambre peut aller jusqu'à employer le très chargé mot «*pogrom*» (attaques contre des Juifs) pour qualifier les critiques contre De Wever, ça ne soulève quasi aucun remous...

## L'ABSENCE DES HOMMES FORTS DU NORD

Les événements, les positionnements l'ont rendu impossible, mais une telle «aventure politique» eût impliqué que les hommes forts de chaque parti intègrent le gouvernement. C'était évident pour De Wever et presque autant pour le CD&V Wouter Beke. Ce l'était moins pour Gwendolyn Rutten de l'OpenVLD.

Point commun à tous ces politiques restés présidents de parti : ils se comportent tous depuis des mois comme des *snipers*. Plus précisément des «*Flemish Snipers*», puisque le phénomène inattendu de la coalition suédoise, c'est un incessant combat de parts de marché électorales entre les trois partis du Nord, qui se fichent comme un poisson d'une pomme de l'embarras, des difficultés que cela peut susciter chez leur seul partenaire francophone...

Entre CD&V et N-VA, même à l'intérieur du gouvernement flamand, on en est carrément à la guérilla médiatique, à prendre plus ou moins au sérieux.

Si les hommes forts de tous les partis s'étaient retrouvés autour de la table gouvernementale, leurs successeurs

n'auraient eu d'évidence qu'un rôle accessoire.

C'est ce qui s'est passé au MR : Olivier Chastel peut dire tout ce qu'il veut, en s'accordant ou non avec son Premier ministre, c'est ce que disent Charles Michel et Didier Reynders qui compte. Même si ce dernier a une évidente tendance à soutenir la coalition (et à se chercher peut-être un nouveau destin) depuis Singapour, Tripoli, Le Caire ou Moscou... Résultat : face au lourd poids flamand de trois partis, Charles Michel – qui n'a pas encore l'expérience ministérielle d'un Reynders – se retrouve souvent seul, avec Willy Borsus, qui, lui, n'avait jamais été ministre.

## LA REFORME DE L'ÉTAT DÉFINITIVE?

Il y a comme un paradoxe : c'est la 6<sup>e</sup> réforme de l'Etat de la coalition Di Rupo qui a permis de mettre le communautaire sur le côté et de constituer le gouvernement #suédois socioéconomique. Pour l'heure, le transfert de compétences se fait vaille que vaille, car pas à ressources équivalentes.

Mais tout un chacun sait, rue de la Loi, qu'un second gouvernement socioéconomique est impensable pour la N-VA. «*Il n'est pas question alors d'une 7<sup>e</sup> réforme de l'Etat, mais d'une réforme définitive*», clame-t-on à la N-VA. Entendez le confédéralisme qui nécessite à tout le moins un accord des deux tiers des parlementaires.

Quoi qu'il en advienne, l'essentiel pour le parti nationaliste est, d'ici là, de maintenir coûte que coûte son poids électoral. Quitte, un jour, à anticiper la fin de son expérience «*belche*» et fédérale. Ce qui explique aussi pourquoi, en coulisses, PS et cdH, au-delà des effets de manche, maintiennent tout de même quelques contacts. Car avec le perpétuel

malaise créé par la N-VA, avec celui qui est apparu chez les libéraux francophones, on sent bien qu'il va devoir se passer quelque chose. «*On ne peut pas continuer comme ça avec*

*de telles attitudes de De Wever*», confie un MR liégeois.

Bref, on ne sait pas où on va, mais on y va. ■ MICHEL HENRION

<sup>(\*)</sup> Lu sur Facebook, sous la plume de Jean-Claude Broché.